

Première Synthèses

Informations

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU PREMIER TRIMESTRE 2004 *LES SURPRISES DE LA REPRISE*

La reprise était bien là, déjouant les indicateurs avancés par sa précocité et sa vigueur. L'embellie de la croissance, +0,6 % au cours des deux derniers trimestres de 2003, éclaire le début 2004 (+0,8 %) d'un optimisme retrouvé. La baisse du chômage intervenue au premier trimestre (-0,1 point) renforce cette impression, même si ses ressorts apparaissent pour partie techniques. Le rythme vigoureux de la productivité par tête (+3,0%) capte l'attention, de même que la reprise prometteuse de l'emploi aidé dans le secteur marchand (+13,9%). Ce diagnostic reste cependant obscurci par l'évolution plus modérée de la confiance des agents, la révision à la hausse du chômage de 2003 (9,9 %), et la légère baisse de l'emploi marchand au premier trimestre 2004 (-12 400). Par ailleurs, les incertitudes et les difficultés préexistantes ne sont pas totalement aplanies, ni dans le monde, ni en Europe, où de nombreux facteurs réfrèment encore la croissance.

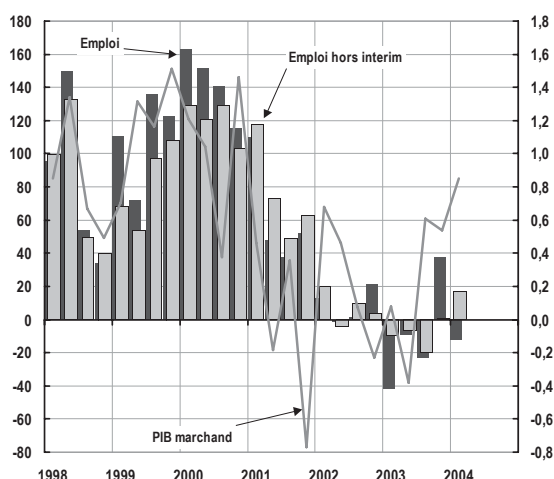
Hausse vigoureuse de la croissance

Après trois années de ralentissement, la croissance économique est repartie au cours du second semestre 2003. Les indicateurs avancés fournissant des signaux contradictoires, ce rebond est longtemps demeuré incertain. Mais, grâce à l'intégration de données plus complètes, la reprise est aujourd'hui claire : elle atteint +0,8 % au premier trimestre 2004, après +0,6 % lors des deux précédents. A un rythme annuel proche de 3 %, les craintes d'une reprise molle se dissipent.

Dans l'ombre d'une année 2003 où la croissance française a été dans la moyenne européenne (+0,5 %), se cache depuis trois trimestres une reprise plus soutenue que chez nos voisins (+0,8 % au premier trimestre au lieu de +0,6 % en Europe, et +1,7 % en glissement annuel contre +1,3 % en Europe). La reprise n'est donc pas venue de l'extérieur : la contribution des échanges à la crois-

Graphique 1
Emploi et PIB concurrentiels non-agricoles

Variation trimestrielle en milliers t / (t-4) en %

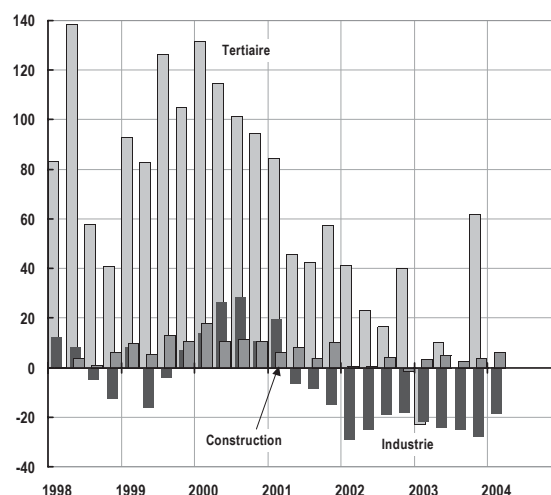


Emploi sur l'échelle de gauche et PIB sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

Graphique 2
Emploi salarié des secteurs concurrentiels

Variation trimestrielle en milliers



L'intérim est inclus dans les services et non pas ventilé dans les secteurs utilisateurs.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

sance est restée négative. La hausse de la demande mondiale a certes été bénéfique, mais son essor a été réfréné par les effets différés de la hausse de l'euro.

Le fait marquant de 2003, et de ce cycle conjoncturel, est la vigueur de la demande des ménages : à +1,7 %, elle croît trois fois plus vite que le PIB, pratiquement au même rythme qu'en 2002 (+1,8 %), malgré la progression du chômage et une confiance dégradée. La hausse importante des salaires de base, qui concerne les ménages dont la propension à consommer est élevée, contribue à la bonne tenue de leur demande, et ce malgré une hausse du pouvoir d'achat de la masse salariale limitée par l'atonie de l'emploi. La baisse du taux d'épargne, dont le niveau était particulièrement élevé, est également allée dans le même sens. Enfin, la stabilité des taux d'intérêt à un niveau faible semble avoir favorisé la consommation de biens durables et soutenu l'investissement résidentiel. Une telle vigueur de la demande des ménages au cours d'un ralentissement économique est très inhabituelle.

L'autre moteur de la croissance a été la demande publique, dont la contribution au PIB est équivalente à celle des ménages. Toutes les autres

composantes ont reculé, en particulier l'investissement des entreprises, dont la contribution à la croissance a été exceptionnellement faible au cours des deux dernières années. Cette faiblesse contraste avec la bonne résistance du taux de marge des entreprises.

Au premier trimestre 2004, certaines des évolutions observées en 2003 ont suivi leur cours : avec une contribution extérieure négative (-0,1 point), la consommation privée (+1,1 %) et publique (+0,4 %) a soutenu la croissance. Le fait nouveau est la reprise de l'investissement des entreprises (+1,7 %), confirmant la hausse de +0,8 % au cours du trimestre précédent.

L'emploi se redresse lentement

Ces éléments permettent de mieux saisir la physionomie du ralentissement précédent, en particulier les raisons pour lesquelles l'emploi est toujours apparu résistant : en 2003, la dégradation conjoncturelle était moins forte et les entreprises en meilleure santé que ne le laissent penser les indicateurs préliminaires.

Il apparaît désormais que les inflexions de l'emploi ont épousé le cycle économique avec une ampleur

et un délai d'ajustement habituels (1). Il est cependant encore trop tôt pour se prononcer sur l'apparente timidité de sa reprise récente (hors-intérim), même si les niveaux de croissance atteints auraient pu laisser espérer mieux. D'autant que l'intérim trouble une nouvelle fois cette lecture : comme l'année précédente, la hausse de fin 2003 (+37 000) est compensée par une baisse d'ampleur comparable au premier trimestre (-29 000). Hors intérim, le cycle est beaucoup plus lisible : le ralentissement a été maximum au troisième trimestre 2003, puis a laissé place à une stabilité puis une reprise au premier trimestre 2004 (graphiques 1 et 3).

Le secteur tertiaire continue de créer des emplois, tant dans les services que dans le commerce. Ces créations sont compensées par la baisse de l'intérim, mais semblent sur un rythme robuste : +29 000 ce trimestre, après +25 000 au cours du dernier trimestre 2003. L'industrie, après avoir perdu plus de 90 000 emplois en 2003, a encore enregistré une dégradation importante au premier trimestre 2004 (-19 000). La construction bénéficie d'une hausse de 6 000 emplois au premier trimestre,

(1) - On observe généralement que l'emploi salarié marchand reproduit les inflexions de l'activité avec un à deux trimestres de retard.

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs concurrentiels à l'emploi total

Milliers / cvs	2004		2003				2004				2003	2004
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)		
	Niveau					Variations trimestrielles					%	
Secteurs concurrentiels (1)	15 424	-42	-9	-23	38	-12					-0,1	0,0
Dont Industrie	3 946	-22	-24	-25	-28	-19					-2,0	-2,4
Construction	1 289	3	5	3	4	6					0,5	1,4
Tertiaire	10 189	23	10	0	62	0					0,6	0,7
dont intérim	559	-32	-3	-3	37	-29					-3,5	0,3
Non-marchand aidé (2)	349	-25	-23	-33	-17	-41					-7,4	-24,6
Autres (3)	8 817	21	17	15	13	15					1,1	0,7
Emploi total	24 590	-46	-15	-41	34	-38					0,2	-0,2

(1) - Secteurs concurrentiels non agricoles (EB-EP).

(2) - Contrats emploi-solidarité (CES), Contrats emploi consolidé (CEC) et Emploi jeunes.

(3) - Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non-salariés de tous les secteurs.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

soit 18 000 en un an (graphique 2). Cette hausse, outre qu'elle reflète la très bonne tenue de ce secteur dans le ralentissement économique, s'explique mieux qu'en 2003, puisqu'elle coexiste désormais avec la progression de la productivité individuelle.

En dépit de cette amélioration légère mais générale dans les secteurs marchands, l'emploi total continue de se dégrader (-38 000), pratiquement au même rythme qu'il y a un an (-46 000). Cette baisse résulte principalement de celle des emplois aidés du secteur non-marchand : en particulier, la diminution des CES et des *emplois jeunes* culmine à -41 000 au premier trimestre 2004. Elles sont toutefois partiellement compensées

par le rythme soutenu des créations d'emplois non-aidés dans le secteur non-marchand (tableau 1).

Reprise soutenue de la productivité et croissance des salaires

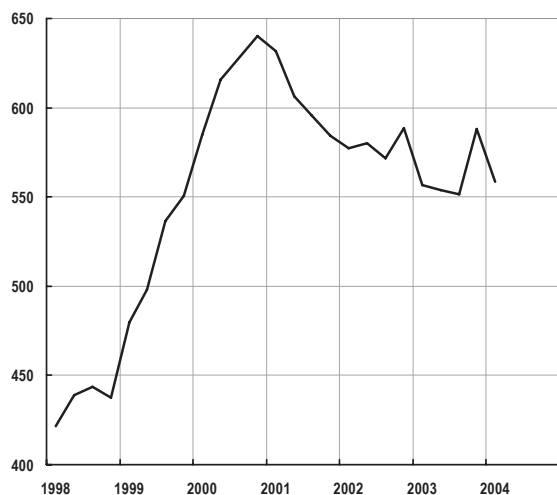
La combinaison d'une croissance faible et d'une légère diminution de l'emploi avait stabilisé la productivité individuelle depuis la mi-2002 (graphique 4). La reprise de la seconde moitié de 2003 apparaît en revanche très vigoureuse. Entre 2 % et 3 % en rythme annualisé, ce rebond de la productivité compte parmi les plus vifs observés depuis le début des années quatre-vingt-dix : il faut remonter sept ans en arrière, lors de la

reprise de 1997, pour retrouver trois trimestres consécutifs à ce niveau.

Sur un an, la masse salariale, affectée par la baisse de l'emploi, aurait finalement progressé plus que ne le suggéraient les premières estimations : +2,4 % en glissement annuel, ce qui induirait une hausse du salaire moyen par tête légèrement supérieure (+2,6 %). Le salaire moyen aurait donc évolué beaucoup plus rapidement qu'au premier trimestre 2003 : +0,8 % au lieu de +0,3 % selon les données de l'Acoss [5]. Cela permettrait un redressement des gains de pouvoir d'achat qui atteindraient +1,1 point en glissement annuel, alors qu'ils étaient encore très faibles au trimestre précédent (2)

Graphique 3
Emploi intérimaire

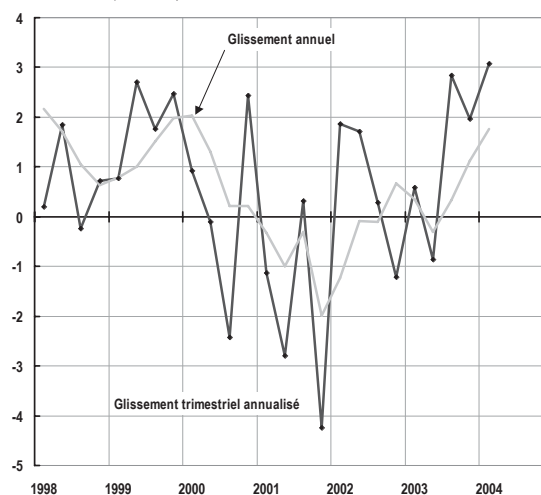
Milliers cvs



Sources : Dares, Insee, Unédic (Déclaration des agences d'intérim).

Graphique 4
Productivité par tête

T/T-4 en % - (T/(T-1)) x 4 en %



Champ : secteurs concurrentiels non agricoles.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

(graphique 5 et tableau 2). Outre les incertitudes sur la masse salariale, ces écarts proviennent d'évolutions chahutées des prix. En effet, même si le glissement annuel de +1,7 % laisse penser à une forte diminution de l'inflation, les prix demeurent toujours sur un rythme voisin de 2,0 %, ce qui nourrit avec retard la dynamique des salaires nominaux.

De plus, la stabilisation des tensions sur le marché du travail est désormais nette, même s'il est encore prématuré de l'assimiler à un regain. Elle concerne surtout les familles professionnelles du bâtiment, et dans une moindre mesure celles de l'industrie. Ces évolutions apparaissent compatibles avec la progression des salaires actuellement observée, alors même que le chômage n'a pas encore significativement diminué (graphique 6)

Au cours de ce trimestre, la croissance des salaires de base est prati-

quement similaire à celle du début de 2003 : +0,8 % en 2004 comme en 2003 pour le SMB et le SMBO, et +0,9 % pour le SHBO, au lieu de +0,8 % l'année passée (tableau 2). Au cours de 2003, l'augmentation des salaires de base a été soutenue par le processus de convergence du SMIC et des Garanties Mensuelles de Rémunération, ce qui explique en particulier l'accélération des salaires mensuels ouvriers. Aussi les glissements annuels demeurent-ils stables, c'est-à-dire plus soutenus que ne l'aurait dicté l'évolution conjoncturelle usuelle en période d'accroissement du chômage.

Plus de bénéficiaires des politiques de l'emploi

Pour la première fois depuis 1998 les flux de nouveaux bénéficiaires de politiques de l'emploi sont en hausse : +0,3 % en glissement annuel au premier trimestre 2004. Cette dyna-

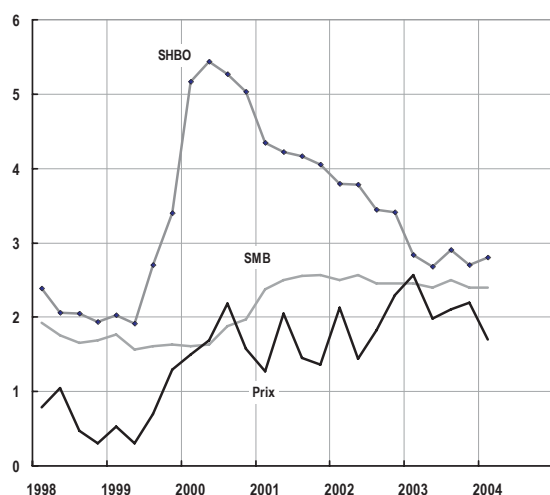
mique est d'autant plus positive qu'elle provient du secteur marchand, dont les entrées progressent de 13,9 % sur un an. Ce rebond vigoureux accompagne l'amélioration conjoncturelle, et reflète une mobilisation importante sur les dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi au début de l'année 2004.

La formation en alternance, +13,2 % de nouveaux bénéficiaires, toujours très sensible à la conjoncture, explique une grande partie de la hausse, notamment au travers de celle des Contrats d'apprentissage (+7 000 nouveaux entrants par rapport au premier trimestre 2003). La relance du Contrat Initiative Emploi suscite

(2) - Ces concepts de masse salariale et d'effectifs présentent de légères différences quant au champ et à la période de mesure, mais permettent ici d'illustrer un effet de ciseaux très fort au tournant de l'année : à une évolution relativement faible en glissement annuel de la masse salariale et forte des prix au dernier trimestre 2003, répondent des évolutions de sens opposé au premier trimestre 2004.

Graphique 5
Salaires et prix

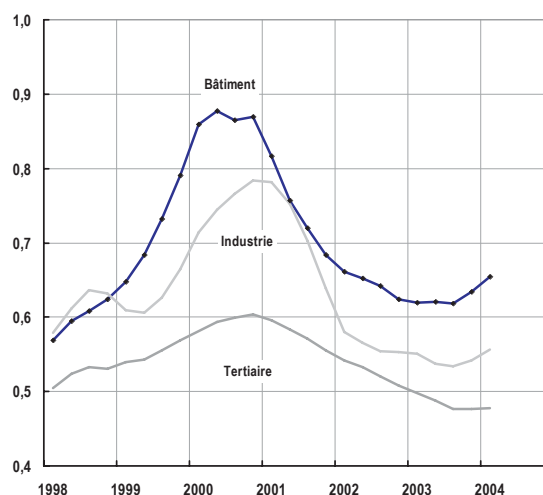
T/T-4 en %



Sources : Dares, Insee.

Graphique 6
Difficultés de recrutement

Ratio : offres d'emploi enregistrées sur demandes d'emploi enregistrées



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité
Sources : Anpe, Dares.

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et des prix

Variation en %	2003				2004				2003	2004	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Variations trimestrielles en %											
									Croissance	T/(T-4)	
									%		
Salairé Horaire de Base Ouvrier (SHBO)	0,8	0,6	1,0	0,3	0,9					2,8	2,8
Salairé Mensuel de Base Ouvrier (SMBO)	0,8	0,6	1,0	0,3	0,8					2,5	2,7
Salairé Mensuel de Base (SMB)	0,8	0,5	0,7	0,3	0,8					2,5	2,4
Prix	1,3	-0,1	0,5	0,5	0,8					2,6	1,7

Sources : Dares, Insee.

l'intérêt des entreprises puisque les entrées dans le dispositif sont deux fois plus nombreuses qu'il y a un an (27 000 contre 13 000). En revanche, les entrées en Contrat Jeune en Entreprise s'essouffent quelque peu, avec 15 000 nouveaux bénéficiaires (-10 000 par rapport à 2003). Malgré cette embellie, les stocks, naturellement plus inertes, témoignent encore d'une difficile année 2003. Le nombre des bénéficiaires d'une formation en alternance baisse de

4,2 % sur un an au premier trimestre 2004. Par ailleurs, la suppression de l'abattement temps partiel pèse encore sur le nombre de bénéficiaires de mesures d'abaissement des coûts salariaux : ils diminuent encore de 9,8 % en glissement annuel, malgré une hausse de 36 000 bénéficiaires au cours du trimestre dans les mesures qui ne sont pas supprimées.

L'emploi aidé dans le secteur non-marchand est toujours en fort repli.

Les nouveaux dispositifs lancés en 2004 (Civis et RMA) n'ont pas démarré suffisamment tôt pour être visibles dans les statistiques du premier trimestre. En revanche, les nouveaux bénéficiaires d'un dispositif plus ancien (CES, CEC, Emploi jeune) reculent vivement : des entrées en baisse de près de -20 %, soit 22 000 entrants de moins qu'il y a un an. La tendance à la baisse étant très affirmée, les stocks de bénéficiaires accusent un repli de 41 000 personnes

Tableau 3
Entrées et stocks de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France Métropolitaine, données en fin de trimestre	2004		2003			2004				2003	2004	
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Entrées												
Données brutes, Milliers et %						Entrées du trimestre				Flux T/(T-4) en %		
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)		138	89	141	243	166					-0,7	13,9
dont :												
Abaissement de coûts salariaux		41	35	43	43	44					0,5	8,8
Abattement temps partiel		0	0	0	0	0						
Contrat initiative emploi		13	14	16	22	27						
Contrat Jeune en entreprise		25	18	25	18	15						
Formations en alternance		83	38	82	182	94					-3,4	13,2
Contrat d'apprentissage		45	11	50	117	52						
Contrat de qualification		26	14	23	50	27						
Contrat d'adaptation ou d'orientation		12	13	10	12	13						
Emplois aidés dans le secteur non-marchand		110	97	95	93	88					-15,0	-19,4
dont :												
Contrat Emploi-Solidarité		65	59	62	62	57						
Contrat Emploi Consolidé (2)		35	31	27	25	27						
Contrat Emploi Jeunes		9	7	6	7	5						
Formation des demandeurs d'emplois		115	132	123	140	117					-14,8	2,0
dont :												
Stage d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)		13	29	19	40	13						
Retraits d'activité		38	34	39	35	39					2,3	2,7
dont :												
Dispenses de recherche d'emploi		27	25	26	27	29						
Ensemble (3)		400	352	398	512	401					-9,0	0,3
Trajet d'accès à l'emploi - TRACE (3)		20	17	18	28	0						
Stocks de bénéficiaires												
Données cvs - Milliers et %	Stock	Variations trimestrielles des stocks					Stock T/(T-4) en %					
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 024	-56	-42	-28	-10	26					-13,7	-5,0
dont :												
Abaissement de coûts salariaux	419	-55	-30	-14	-20	18					-25,0	-9,8
Abattement temps partiel	132	-51	-22	-20	-22	-10						
Contrat initiative emploi	162	-6	-5	0	6	8						
Contrat Jeune en entreprise	124	23	9	17	11	20						
Formations en alternance	544	-4	-16	-17	6	3					-3,6	-4,2
Contrat d'apprentissage	346	1	-4	-6	-2	0						
Contrat de qualification	152	-4	-12	-10	9	2						
Contrat d'adaptation ou d'orientation	35	-2	1	-2	-1	1						
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	349	-25	-23	-33	-17	-41					-7,4	-24,6
dont :												
Contrat Emploi-Solidarité	118	-15	-9	0	5	-12						
Contrat Emploi Consolidé (2)	104	-2	-3	-9	-9	-8						
Contrat Emploi Jeunes	127	-8	-11	-24	-13	-22						
Formation des demandeurs d'emplois	123	-8	10	-2	-3	-1					-11,0	1,8
dont :												
Stage d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	19	-9	7	0	-1	-3						
Retraits d'activité	531	-1	-1	9	5	4					-3,1	1,7
dont :												
Dispense de recherche d'emploi	398	1	2	8	10	-2						
Ensemble (3)	2 025	-86	-44	-44	-33	-5					-9,9	-7,2

(1) - Y compris insertion par l'économique et aide à la création d'emploi et d'activité.

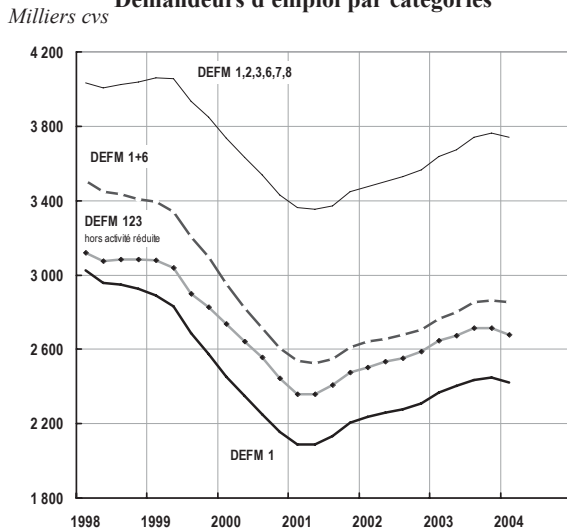
(2) - Source Cnasea.

(3) - Le total général ne comprend pas TRACE, ce dispositif regroupant des bénéficiaires passés dans diverses mesures. Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf : (a) entrées en stage.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

Sources : Dares, Cnasea, Anpe, Unédic, Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère de l'Intérieur.

Graphique 7
Demandeurs d'emploi par catégories



Sources : Dares, Anpe.

au cours du trimestre et de 114 000 (-25 %) en un an, ce qui explique l'ampleur de l'effet négatif sur l'emploi total.

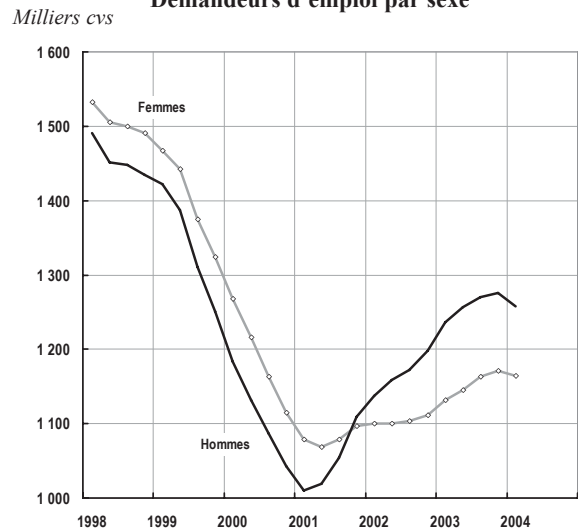
Les entrées en formation des demandeurs d'emploi progressent également de +2,0 %, et le stock de bénéficiaires de +1,8 %. Les retraits d'activité progressent également, de +2,7 %, principalement sous l'impulsion des nouveaux bénéficiaires d'une Dispense de recherche d'emploi (DRE). L'effet sur le stock, principalement lié aux préretraites, est plus

ambigu car les sorties de dispenses de recherche d'emploi apparaissent nombreuses, coïncidant probablement avec la possibilité, offerte aux salariés ayant eu une entrée précoce dans la vie active, de bénéficier d'un départ anticipé en retraite (tableau 3).

Le chômage se stabilise

C'est bien la diminution du chômage qui constitue l'événement du début de l'année 2004, événement que n'a pas gommé l'ajustement des statistiques. En effet, la correction du

Graphique 8
Demandeurs d'emploi par sexe



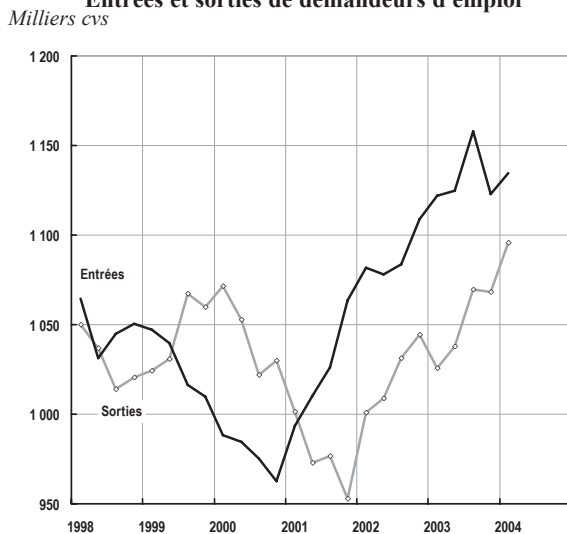
Champ : DEFM 1.

Sources : Dares, Anpe.

taux de chômage (habituelle à cette période) à 9,9 % en fin d'année 2003, fait apparaître une plus forte dégradation du chômage au cours de l'année dernière, que ne le laissent penser les calculs fondés sur les inscriptions à l'ANPE. Cette dégradation était prévisible en ce qu'elle s'accorde mieux avec l'évolution de l'emploi que l'évolution observée à partir des DEFM.

Le mois de janvier 2004 a été marqué par la hausse exceptionnelle des « absences au contrôle » de

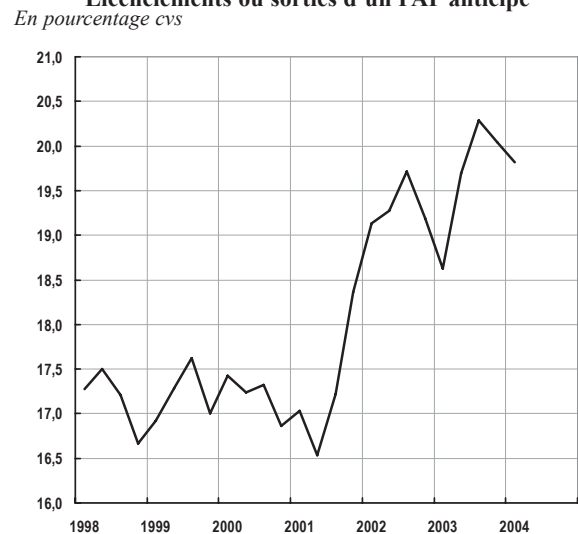
Graphique 9
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi



Champ : DEFM 1

Sources : Dares, Anpe.

Graphique 10
Licenciements ou sorties d'un PAP anticipé



Entrées en catégorie 1 suite à un licenciement économique ou individuel, ou bien en raison de la sortie d'un PAP anticipé en % du total des entrées au chômage

Sources : Dares, Anpe.

Tableau 4
Demandeurs d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Milliers/cvs	2004		2003				2004				2003	2004
% pour le taux BIT	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)		
Catégories	Niveau		Variations trimestrielles								%	
DEFM 1	2 423	58	34	32	14	-25					5,9	2,3
DEFM 1+6	2 856	58	36	54	13	-9					4,5	3,4
DEFM 1+2+3 hors AR	2 678	59	27	42	-2	-34					5,7	1,2
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 741	70	37	70	21	-23					4,6	2,9
Taux de chômage BIT (point)		9,6	9,8	9,9	9,9	9,8					0,7	0,2
Chômeurs longue durée de catégorie 1												
1 à 2 ans d'ancienneté	443	17	13	8	8	-18					13,2	2,7
2 à 3 ans d'ancienneté	149	5	5	4	4	-7					6,0	4,3
> 3 ans d'ancienneté	116	-3	-2	-2	-1	0					-13,2	-4,9
Ensemble des CLD	708	18	15	9	9	-24					6,1	1,7

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1) à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 2) ou à durée déterminée (catégorie 3). De façon analogue les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (catégorie 6), CDI à temps partiel (catégorie 7) ou CDD (catégorie 8). Les données sont arrondies au millier, et les totaux sont toujours ajustés sur les sources statistiques officielles

Sources : Dares, Anpe.

15 000 à 20 000 personnes. Ces sorties du chômage sont associées à la réforme des filières d'indemnisation, qui aurait découragé certains chômeurs. A cet effet s'ajoutent les départs en retraite anticipée (3) dont certains chômeurs pouvaient bénéficier : l'effet de la réforme des retraites n'affecte en effet pas seulement des personnes dispensées de recherche d'emploi. La baisse conjuguée du chômage des hommes, en particulier des plus de 55 ans, et celle soudaine (et sans cela difficile à interpréter) du chômage de longue durée, sont autant d'indices qui plaident en ce sens. Le chômage de longue durée au-delà de 24 mois baisse, bénéficiant de la relance du CIE, qui concerne près de 3 000 de ces demandeurs d'emploi au premier trimestre 2004.

Au total, la baisse du chômage apparaît associée à des événements exceptionnels, et la légère embellie qui affecte l'emploi marchand au cours du premier trimestre 2004 ne suffit pas à l'expliquer. D'ailleurs, même si le nombre des sorties du chômage s'est accentué, celui des entrées est demeuré similaire à celui observé au cours des trimestres précédents. La tendance sous-jacente du chômage apparaît donc stable si on expurge ces perturbations exceptionnelles. La forte proportion de demandeurs pratiquant une activité

réduite reste aussi d'actualité : leur nombre s'accroît encore au premier trimestre, sans que l'on puisse pour l'instant l'associer à l'embellie économique, ni à l'incitation accrue qu'aurait pu engendrer la cessation anticipée de certaines indemnisations (graphiques 7 à 11, tableau 4).

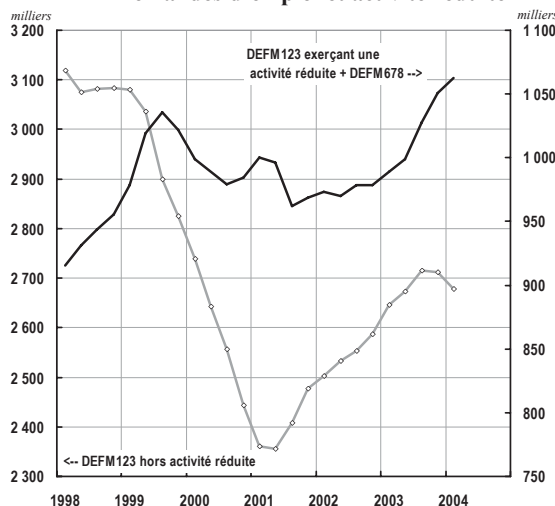
La reprise gagne l'Europe

L'embellie conjoncturelle est générale. Les États-Unis bénéficient depuis deux ans d'une reprise impulsée par une politique économique expansionniste; le Royaume-Uni et le Japon sont également en phase ascendante, même si ce regain repose sur des mécanismes différents. La

baisse du taux de chômage dans ces trois pays est désormais distincte et significative (graphique 13). Dans ce cycle économique, le rôle que joue l'Asie émergente -en particulier la Chine et l'Inde- est inédit par son importance, tant sur les conditions de l'offre (notamment par l'élévation des prix des produits de base qu'induit leur demande accrue, ou encore la physionomie de la récession industrielle dans les pays industriels (4)) que sur le niveau élevé de la demande globale.

(3) - Le nombre de demandes pour un départ anticipé en retraite concernerait environ 20 000 personnes au premier trimestre 2004.

Graphique 11
Demandes d'emploi et activité réduite



Sources : Dares, Anpe.

Après trois longues années de ralentissement, la plupart des pays européens confirment leur retour à la croissance au début de 2004 (5). Il leur a fallu pour cela attendre qu'un retournement endogène se manifeste, qui permette de surmonter le renchérissement de l'euro et celui, beaucoup plus important, des produits de base. La croissance semble répartie sur le continent, même si tous les problèmes n'y sont pas encore surmontés, en particulier en Allemagne.

La stabilité du taux de chômage de la zone en 2003 est néanmoins trompeuse : elle résulte d'une combinaison

de baisses techniques (Allemagne, Italie) et de hausses plus en phase avec la conjoncture. De plus, les révisions statistiques habituellement effectuées au printemps dans de nombreux pays, viendront probablement en modifier le profil. Si la baisse apparaît se confirmer en Espagne, où la croissance a été soutenue en 2003 (+2,2%), l'Allemagne enregistre une remontée de son taux de chômage (graphique 12). L'Italie ne publiant ses statistiques qu'avec retard, la stabilité de l'indicateur de chômage de la zone euro n'est pas encore assurée. Quoi qu'il en soit, les évolutions des différents pays appa-

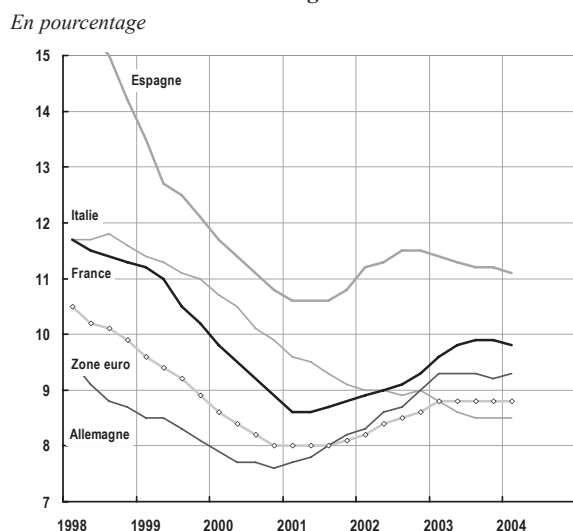
raissent toujours aussi contradictoires qu'en 2003, et trop peu marquées pour que la reprise de l'activité se traduise déjà par une baisse franche du chômage européen.

Dares*

(4).- Au cours de ce cycle, les destructions d'emplois industriels aux États-Unis n'ont jamais été aussi importantes depuis la seconde Guerre mondiale.

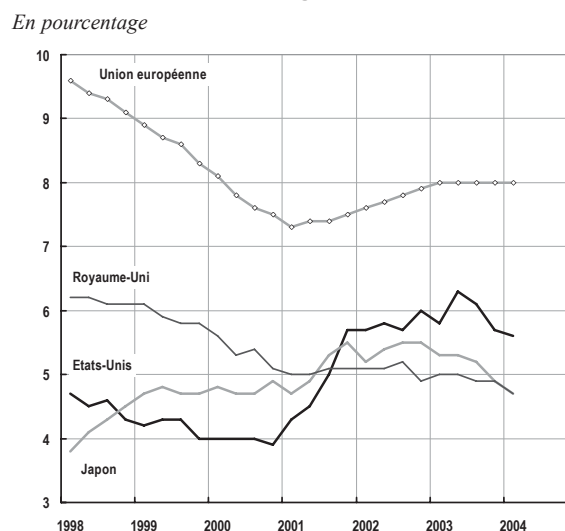
(5) - L'élargissement de l'Union européenne à 25 pays ayant eu lieu dans le courant du deuxième trimestre, elle n'est intégrée ni dans nos statistiques, ni dans les commentaires.

Graphique 12
Taux de chômage en zone euro



Source : Eurostat.

Graphique 13
Taux de chômage dans le monde



Source : Eurostat.

*Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Bruno Coquet et Edouard Fabre, composée de Abdenor Brahami, François Brunet, Karl Even, Hélène Fréchou, Stéphane Jugnot, Géraldine Seroussi, Fabien Toutlemonde, Xavier Viney.

Références

- [1] Fabre Edouard, Hélène Fréchou [2004] « Evolution de l'emploi salarié au premier trimestre 2004 », *Premières Informations*, juin, n° 25.1.
- [2] Aerts Anne-Thérèse, Bruno Lutinié [2004] « Les mouvements de main-d'œuvre au quatrième trimestre 2003 », *Premières Informations*, à paraître.
- [3] Fréchou Hélène [2004] « L'intérim au premier trimestre 2004 » *Premières Informations*, à paraître.
- [4] Dares [2004-1] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au quatrième trimestre 2003 : signes de reprise », *Premières Informations*, n°15.1, avril.
- [5] Acoess [2004] « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au premier trimestre 2004 », *Acoess Stat - Conjoncture*, n°15, juin.
- [6] Brahami Abdenor [2004] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au premier trimestre 2004 - Résultats définitifs », *Premières Informations*, à paraître.
- [7] Dares [2004-1] « Le marché du travail en mars 2004 », *Premières Informations*, n° 19.3, mai.
- [8] Dares [2004-2] « Les tensions sur le marché du travail en mars 2004 », *Premières Informations*, à paraître.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15. www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques) - Directeur de la publication : Annie Fouquet. Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61) - Documentation : 01.44.38.23.(12 ou 14) - Télécopie : 01.44.38.23.43
Réponse à la demande : 01.44.38.23.89 / e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr
Rédacteur en chef : Gilles Rotman. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquettistes : Daniel Lepasant, Guy Barbut, Thierry Duret. Conception graphique : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Reprographie : DAGEMO.
Abonnements : *La Documentation française*, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00 - www.ladocumentationfrancaise.fr
PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES - Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 112 €, CEE (TTC) 118,10 €, hors CEE (TTC) 120,20 €. Publicité : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.